

Synthèse des propositions

L'économie de l'arc alpin s'appuie en grande partie sur les ressources naturelles. La pente et l'altitude ont créé des conditions favorables au développement d'activités spécifiques à la montagne notamment l'agriculture et le tourisme. L'espace alpin, confronté aux changements globaux (dérèglement climatique, augmentation du coût des matières premières, diminution de la biodiversité, etc.) organise sa transition à une échelle européenne via des outils comme la Convention alpine et la Stratégie de l'Union Européenne pour la région alpine.

Un tourisme durable multi-facette

Les Alpes sont l'une des régions de tourisme et de loisirs les plus prisées au monde, on y compte chaque année plus de 120 millions de visiteurs. Le développement dynamique de cette activité est rapidement apparu comme une nouvelle ressource pour l'économie locale voire régionale entraînant à sa suite les secteurs agricole, artisanal, des services...

Face au changement climatique qui a pour conséquence une remontée de la limite pluie/neige, la Convention alpine appelle les parties prenantes à une diversification touristique et des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Le « tourisme durable », terme qui revêt de nombreuses réalités, apparaît comme une des solutions. Il pourra correspondre à une volonté de diversification des activités et de multi-saisonnalité pour contrebalancer un système économique basé sur les sports d'hiver et le « tout neige » ; encourager et favoriser les petits gestes du quotidien plus respectueux de l'environnement ; renforcer des activités comme l'itinérance ou encore l'ingénierie touristique dans les zones isolées, etc.

CIPRA France relève qu'une large partie de la chaîne alpine française, non couverte par des stations d'altitude, ne dispose pas d'analyses socio-économiques fines.

Il s'agit donc de notre première proposition : **conduire une analyse socio-économique et environnementale fine dans les territoires alpins hors stations de ski pouvant être à long terme le support d'un tourisme durable structuré** (proposition territoire n°1). Le tourisme ne s'arrête pas aux frontières. Ainsi, il semble pertinent d'étendre cette analyse à l'échelle de la macro-région alpine. Le recensement et la mise en valeur d'initiatives menées par des territoires, comme par exemple le Vercors ou Saint-François de Sales dans les Bauges, pourraient venir compléter cette analyse socio-économique.

Renforcer les liens entre les professionnels

L'agriculture alpine se caractérise par une variété d'espaces alternant pentes abruptes, prairies et terres arables de grande qualité. Suivant la tendance nationale, à peine plus de 4% de la population alpine vit encore de l'agriculture soit 20 200 ETP (2010) dont l'élevage pour la production de viande. Cependant, cette agriculture reste primordiale pour le développement territorial, le tourisme et le maintien des paysages ouverts. L'agriculture, reposant notamment sur le pastoralisme, a su s'imposer à travers des processus de labellisation mais doit faire face à des difficultés (présence du loup, changement climatique, etc.). Le manque de lieux d'échange sur l'avenir du pastoralisme et de la vie dans les Alpes est déplorée par tous.

CIPRA France propose de **recenser et dresser un bilan des dispositifs de médiation sur le pastoralisme à l'échelle de l'arc alpin, en vue de préparer et d'expérimenter ces dispositifs sur quelques territoires pilotes dans chacun des pays** (proposition territoire n°3).

Le pastoralisme constitue un pan important de l'activité et de l'identité montagnarde sur lequel le tourisme durable s'appuie. Il est important de faciliter les échanges notamment entre ces deux professions. Les projets MountErasmus et AlpJobs, portés par la SUERA, qui visent à encourager les échanges professionnels à l'échelle de l'arc alpin, gagneraient à intégrer cette dimension.

Favoriser les initiatives et l'installation des jeunes adultes

Le troisième Rapport sur l'état des Alpes (signaux alpins n°3, 2011), réalisé sous présidence française de la Convention alpine, fournit une base solide de réflexion sur la question du « développement rural durable et l'innovation » dans les Alpes. Le groupe prend pour définition du développement rural durable le produit des activités humaines utilisant les ressources des territoires ruraux pour accroître le bien-être. Les propositions s'articulent autour de thèmes forts et classiques de la montagne (agriculture, tourisme) auxquels s'ajoute l'énergie.

Le projet AJITER, co-porté notamment par l'ADRETS (Association pour le Développement en Réseau des Territoires et Services) et CIPRA France, permet de recenser des initiatives et de mener des expérimentations sur la période 2018 à 2021 afin de faciliter « l'accueil et les initiatives des jeunes adultes dans les territoires ruraux » (Fonds FEADER, Réseau Rural Français). Dans le cadre de ce projet, un Eductour sera réalisé en 2020. Il permettra à des jeunes de découvrir les Alpes et plusieurs métiers dans le cadre d'une traversée de cinq jours. Par ailleurs, une rencontre internationale sera organisée sur « l'installation des jeunes en territoires ruraux alpins » et pourra notamment porter sur les métiers verts. Cette rencontre pourra s'inscrire en parallèle de la Semaine alpine.

CIPRA France propose que l'Eductour ainsi que la rencontre internationale « Installation des jeunes en territoires ruraux alpins » soient inscrits dans le cadre de la présidence française de la SUERA en 2020 (proposition CIPRA France n°6) dans la continuité de MountErasmus et AlpJobs.

Relocaliser l'économie, organiser les circuits courts

La mondialisation a largement favorisé les transports internationaux et a entraîné une fragilisation de la logistique des circuits courts. Dans ce domaine tout est à repenser avec désormais l'appui du numérique.

Des filières s'organisent autour de l'agriculture locale et biologique portées par des acteurs comme le Marché d'Intérêt National de Grenoble ou Manger Bio en Provence. Outre la mise en place de circuits sur un périmètre restreint, l'enjeu porte sur la valorisation des productions de montagne à l'échelle des métropoles.

La SUERA pourrait constituer un cadre pertinent pour permettre la structuration logistique des circuits courts avec notamment la création ou l'usage de plateformes de massification et la renégociation avec des transporteurs. Le territoire de la SUERA pourrait être considéré comme un laboratoire de relocalisation de l'économie en Europe. Une première étape serait **la définition des circuits courts, l'identification des flux générés, le recensement de filières opérationnelles dans un cadre mutualisé et la définition d'une stratégie de renforcement de la logistique de ces circuits courts** (proposition Territoire n°10).

Mobilité et tourisme durable

De la même façon, le tourisme durable doit s'appuyer sur une modification des modes de déplacement. Les transports collectifs, comme par exemple les lignes de l'Étoile ferroviaire de Veynes, constituent des alternatives à la voiture. Un tourisme itinérant (train/vélo/marche à pied) pourrait être organisé à partir des gares, véritables lieux d'accueil touristique et points de départ de découverte des territoires. À l'échelle européenne, **le Youth Alpine Interrail, pass pour voyager à travers les Alpes pour les jeunes, pourrait être judicieusement couplé au programme Erasmus** (proposition Territoire n°13).

Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence en France du transport de voyageurs sur le réseau ferré, il semblerait judicieux d'organiser **un voyage d'étude dans un pays de l'arc alpin pour s'inspirer d'exemples réussis d'ouverture à la concurrence** (proposition Territoire n°12).

Rendre visible la SUERA auprès du grand public

Confrontées aux changements globaux, les Alpes entament leurs transitions. Tous les outils semblent disponibles, c'est désormais au niveau sociétal et comportemental qu'il est primordial d'innover.

Le projet Samba du programme Espace alpin, avec comme territoire pilote le Vercors, vise à identifier les mécanismes de changements de comportements et propose notamment des actions pour réduire les déplacements en voiture individuelle. Le dispositif « Changer d'Approche » de Mountain Wilderness vise également à encourager les sorties en montagne sans voiture.

Un travail de sensibilisation et de communication reste à mener afin de mieux faire connaître les initiatives et les démarches menées. Il convient également de favoriser le croisement des regards entre les réseaux environnementalistes et les réseaux des énergéticiens.

CIPRA France propose de créer **une journée de la transition énergétique et écologique alpine à travers les Alpes valorisant les initiatives participatives** (proposition Territoire n°16). Le format de cette journée resterait à définir.

Cette journée pourrait également permettre **une communication autour des plans locaux sur le climat** (proposition Territoire n°15) pour faire connaître les engagements des collectivités locales en matière de transition.

Enfin, nous proposons **d'inscrire la Semaine Alpine 2020 sous la double présidence française de la Convention alpine et de la SUERA** (proposition CIPRA France n°18). La Semaine alpine est devenue l'un des principaux événements internationaux sur le développement durable et les questions alpines connexes, organisée conjointement par les principales organisations alpines.

Évaluation de la Présidence française de la SUERA

L'analyse des précédentes présidences montre une certaine continuité dans les priorités des présidences, des feuilles de route souvent ambitieuses, mais des résultats peu visibles du fait soit d'un défaut de communication soit d'une absence de réalisation.

La mise en place d'une évaluation systématique pour chacune des présidences, avec la définition d'indicateurs permettrait de vérifier l'atteinte des objectifs fixés. CIPRA France propose la **mise en place d'une évaluation de la présidence française de la SUERA** (proposition Territoire n°19).